



**LA SOUTERRAINE**  
ENGAGÉE PAR NATURE

## DECISION DU MAIRE

### LE MAIRE DE LA SOUTERRAINE

- VU** Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22 pour les communes
- VU** la délégation rendue exécutoire du Conseil municipal accordée au Maire en date du 24/11/2020
- VU** l'accord de principe donné par la Caisse d'Epargne

### CONSIDERANT

- Que la Commune de La Souterraine a adressé une demande de financement à la Caisse d'Epargne le 15 novembre 2022
- Que le maire de la Commune de La Souterraine a pris connaissance des termes de l'offre de financement le 30 novembre 2022

### DECIDE

**Article 1 :** De contracter auprès de Caisse d'Epargne, un prêt de 200 000 € afin de financer les investissements prévus au budget eau 2022 selon les caractéristiques suivantes :

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| Score Gissler               | : 1A  |
| Montant du contrat de prêt  | : 200 000 €   |
| Durée du contrat de prêt    | : 15 ans  |
| Durée phase de mobilisation | : 12 mois en une ou plusieurs fois  |
| Taux d'intérêt annuel       | : taux livret A assorti d'une marge de 0,25% soit un taux indicatif de 2,25%  |
| Base de calcul des intérêts | : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours  |
| Echéances d'intérêts        | : périodicité trimestrielle   |
| TEG                         | : 2,3172 %  |
| Mode d'amortissement        | : constantes  |
| Remboursement anticipé      | : autorisé à une date d'échéance d'intérêts moyennant un préavis et le versement d'une indemnité équivalente à 5% du capital restant dû |
| Commissions d'engagement    | : 0,10% de prêt soit 200 €  |

**Article 2** : de signer seul le contrat réglant les conditions de ce prêt et la ou les demandes de mobilisation des fonds

**Article 3** : d'informer l'assemblée délibérante au Conseil municipal suivant.

Fait en Mairie de La Souterraine, le 7 décembre deux mille vingt-deux.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

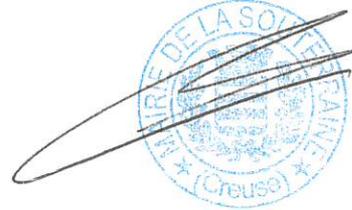
023-212317606-20221207-2022-10D-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/12/2022

Publication : 07/12/2022

Le Maire,



Étienne LEJEUNE